

ENTRETIEN

economie.union@sonapresse.com

" L'urgence pour le Gabon est d'investir dans la formation du capital humain "

EXPERT des systèmes financiers et fonctionnaire international, le Gabonais Cédric Achille Mbeng Mezui vient de commettre un nouvel ouvrage sur les opportunités qui s'offrent à l'Afrique pour financer son propre développement : " Sortir du collapsus économique, reconstruire la puissance africaine ". Une série de réflexions et de solutions qui doivent, selon lui, s'adapter au cas spécifique du Gabon.



Photo: DR

Cédric Achille Mbeng Mezui, expert des systèmes financiers.

Propos recueillis par Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

L'Union : Vous venez de publier un ouvrage intitulé " Sortir du collapsus économique, reconstruire la puissance africaine ". Pourquoi cette réflexion et dans quel but ?

Cédric Achille Mbeng Mezui : Merci à L'Union pour l'intérêt porté à cette publication. Dans le contexte géopolitique actuel, l'Afrique semble manquer de volonté de puissance. Elle semble déléguer à d'autres les réponses à ses défis. Elle semble manquer l'opportunité de cette crise pour donner une nouvelle impulsion à la " Renaissance africaine " chère au grand citoyen africain Cheikh Anta Diop.

C'est dans ce contexte qu'en avril 2020, 88 intellectuels africains autour du Prix Nobel Wole Soyinka ont lancé un appel aux dirigeants africains et à ceux qui pensent l'Afrique, les invitant à changer de modèle économique, à mettre fin aux modèles économiques basés sur l'endettement extérieur, etc. Ce livre s'inscrit dans cette dynamique. Comme pour l'essentiel de mes publications, la question de l'autodétermination est centrale. C'est une réponse endogène qui peut permettre aux Etats africains de mobiliser en interne plus de 200 milliards de dollars pour donner de l'oxygène à nos finances publiques. Je propose la mise en place de véhicules financiers permettant de mobiliser plus de 1 000 milliards via nos marchés locaux durant cette décennie. En ce qui concerne l'économie réelle, il s'agit de doter chaque bloc régional d'une colonne vertébrale industrielle en favorisant les chaînes de valeur

régionales, en mutualisant nos ressources humaines et financières. Il s'agit de renforcer la construction de notre communauté de destin.

Dans votre ouvrage, vous invitez "l'Afrique à donner une réponse au reste du monde pour s'affirmer et être moins dépendante ". Par quels moyens notre continent peut-il devenir une véritable puissance et financer, lui-même, ses projets de développement ?

J'ai eu l'opportunité d'aller dans une quarantaine de pays en Afrique, je ne me souviens pas avoir vu un seul pays pauvre. La résilience et le dynamisme des femmes et les hommes de ce continent sont les piliers sur lesquels nous devons reconstruire la puissance africaine. L'Afrique dispose d'immenses ressources naturelles, de terres arables, d'une demande interne exponentielle, etc. Il s'agit, dans le cadre de la Zlecaf, de promouvoir des champions industriels régionaux dans différents secteurs grâce à des politiques volontaristes dans les secteurs que nous jugeons critiques. Que fabriquons-nous ensemble, à 2, à 3, à 4, etc ? Il s'agit de soutenir des projets régionaux dans les industries pharmaceutique, automobile, agroalimentaire, ainsi que des centres d'excellence. L'approche nationale est dépassée, ça fait 60 ans que nous tournons en rond. Le nouveau leadership doit privilégier l'approche régionale. Si les pays industrialisés ont une politique agricole commune, subventionnent leurs industries, définissent et encadrent leurs secteurs stratégiques, comment pourrait-on être compétitif avec des approches nationales dans des pays en développement disposant de " maigres " budgets ?

Alors quelle stratégie propo-

sez-vous ?

Je propose aux Banques centrales africaines de revoir leurs mandats et de les coller aux réalités de nos économies. L'encours des titres publics sur le continent était d'environ 400 milliards d'USD à fin 2019 et de près de 500 milliards d'USD à fin 2020. Il s'agit pour ces banques centrales, région par région, de racheter 30% à 50%, ce qui permet de libérer environ 200 milliards au profit de nos finances publiques. Il ne s'agit pas d'annulation de dette pour éviter l'aléa moral. Une période de grâce d'environ 5 ans serait donnée et cette dette serait étalée

sur environ 20 ans pour permettre aux Etats de faire face à la pression actuelle. Un cahier des charges précis devrait informer sur l'utilisation précise de ces nouvelles marges budgétaires, en y intégrant des mécanismes de contrôle. Au niveau du financement des projets régionaux, la mobilisation des capitaux domestiques sera privilégiée. Il faut rappeler que l'Afrique est créancière nette du reste du monde. Les capitaux qui quittent l'Afrique dépassent largement tous les financements en direction de l'Afrique (lire " Financer l'Afrique "). C'est pourquoi je propose la création de véhicules financiers régionaux avec l'apport des banques centrales, les fonds souverains et un rehaussement de crédit reposant sur les réserves de change. Ces véhicules financiers utiliseront des instruments financiers adaptés comme les project bonds, green bonds, blue bonds, etc.

«Je proposais de faire de l'enseignant, le fonctionnaire le mieux payé des corps des fonctionnaires»

Comment peut-on adapter votre réflexion au contexte du Gabon ?

(Sourire). Les réflexions contenues dans mon essai " Transformer le Gabon – scénario de la panthère ou de l'écureuil " restent pertinentes. Pour contribuer à la construction des chaînes de valeur régionales et doter la région Afrique centrale d'une colonne vertébrale industrielle, l'urgence est d'investir dans la formation du capital humain comme principal pilier. Je parlais en 2014 d'un " système éducatif performant et innovant " car l'éducation joue un rôle central dans la réalisation des objectifs d'un pays. Nous devons produire une main-d'œuvre de qualité, des citoyens capables d'innover et de penser notre communauté de destin. Il nous faut des universités de qualité, des écoles et des lycées qui fonctionnent régulièrement pour réaliser le Gabon que nous souhaitons. Il s'agit de personnes bien formées, armées sur le plan culturel, connaissant leur pays, maîtrisant les nouvelles technologies et capables d'impacter les mutations mondiales en cours. C'est pourquoi je proposais de faire de l'enseignant, le fonctionnaire le mieux payé des corps des fonctionnaires, salaires de base et primes,

tout en visant des niveaux Master du pré-primaire au secondaire. Il s'agit de mettre un personnel de qualité, parmi les meilleurs, devant les apprenants.

Comment l'Etat peut-il, aujourd'hui, mobiliser de nouvelles ressources sans trop recourir à l'emprunt ?

En ce qui concerne, par exemple, la proposition faite sur le rachat par les banques centrales africaines d'une partie de l'encours des titres publics, dans le cas du Gabon, si on considère les données à fin 2020, il s'agit de plus de 400 milliards de FCFA que la BEAC pourrait racheter. Ce qui apporterait de l'oxygène au budget de l'Etat en réduisant la pression sur le service de la dette publique. C'est aussi une opportunité de repenser l'industrialisation du Gabon en privilégiant les chaînes de valeur régionales. Concrètement, les industries pharmaceutique, halieutique, forestière et agroalimentaire pourraient bénéficier d'une approche régionale. Ici, nous devons mutualiser nos ressources financières et techniques. Ce qui va permettre l'éclosion d'entrepreneurs au niveau national et régional. La transformation de l'Afrique doit être portée en priorité par les Africains.

Bio-Express

CEDRIC Achille Mbeng Mezui est fonctionnaire international et expert des systèmes financiers. Disposant d'une formation initiale en mathématiques, il est titulaire d'un master spécialisé en banque et ingénierie financière de l'ESC Toulouse et d'un autre master en monnaie, finance et économie internationale de l'Université de Lyon Lumière.

Il est également diplômé des instituts de formation de la BAD, du FMI, de la Banque mondiale et de Harvard Kennedy School of government. Militant panafricaniste, il participe depuis une dizaine d'années à la construction des marchés de capitaux à travers l'Afrique.

En 2017, le Magazine Financial Afrik l'a désigné comme le " Financier de l'année " et le Magazine africain " Business " l'a compté parmi les acteurs de la croissance africaine.